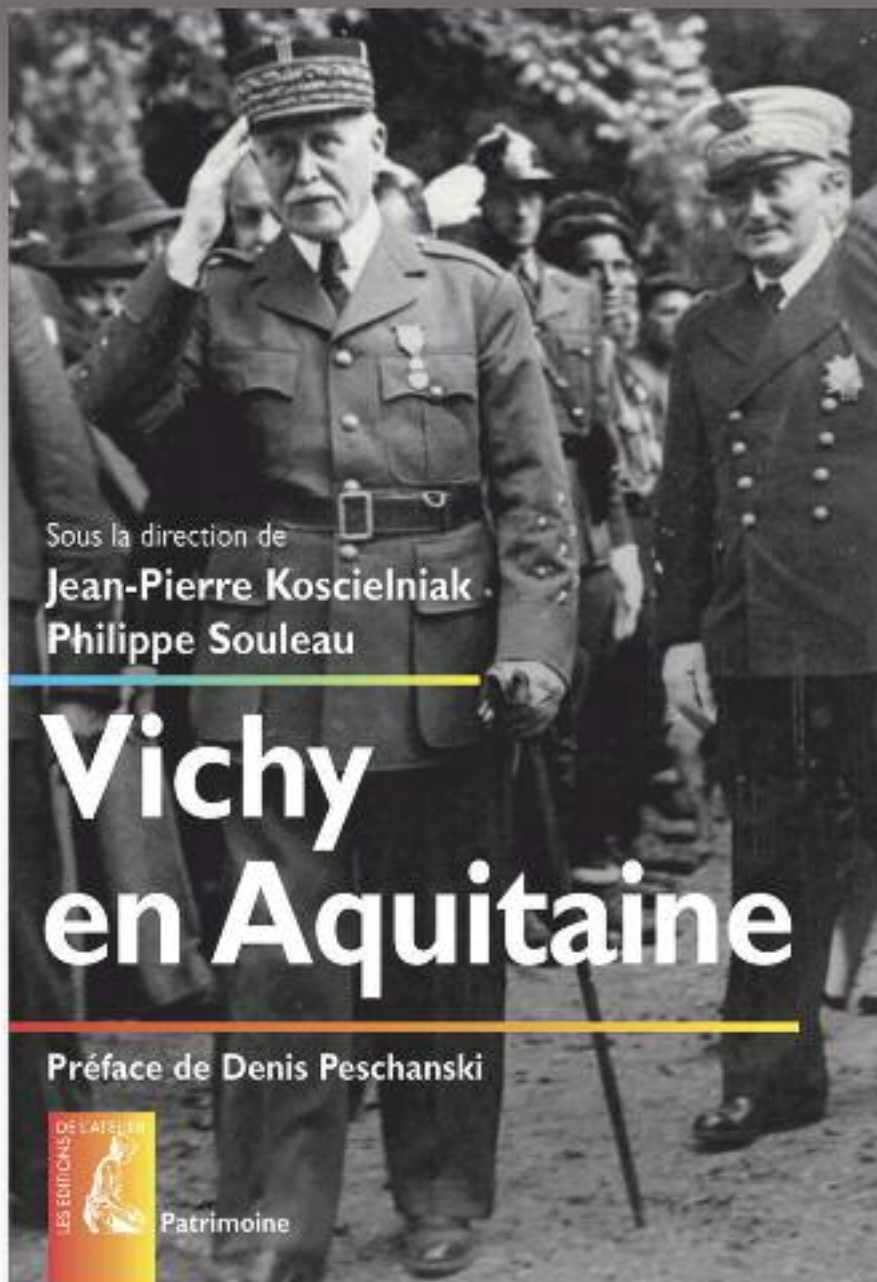


# Dossier de presse

Janvier 2012



Sous la direction de  
**Jean-Pierre Koscielniak**  
**Philippe Souleau**

## Vichy en Aquitaine

Préface de Denis Peschanski



Patrimoine

## Sommaire

---

Communiqué de presse :	<b>1940-1944, L'Aquitaine au microscope comme jamais</b>
Vichy en Aquitaine :	<b>Encadrer, Enraciner, Réprimer</b>
Éléments biographiques :	<b>Jean-Pierre Koscielniak, Philippe Souleau, les contributeurs</b>

## *Annexes*

---

<b>Préface de Denis Peschanski :</b>	directeur de recherche au CNRS Centre d'histoire sociale du xx <sup>e</sup> siècle - Université Paris 1
<b>Postface de Jean-Marie Guillon :</b>	professeur d'histoire contemporaine UMR Telemme Université Aix-Marseille

### *Vichy en Aquitaine*

sous la direction de Jean-Pierre Koscielniak et Philippe Souleau  
préface Denis Peschanski, postface Jean-Marie Guillon  
Les Éditions de l'Atelier - [www.editionsatelier.com](http://www.editionsatelier.com)  
paru le 24 novembre 2011  
165 x 240 mm, 440 pages, 30 €  
ISBN 978-2-7082-4034-6

### *Dossier de presse réalisé par l'AJPN*

Anonymes, Justes et persécutés  
durant la période nazie  
dans les communes de France  
[www.ajpn.org](http://www.ajpn.org)  
111, rue Belleville - 33000 Bordeaux  
[vichyenaquitaine@ajpn.org](mailto:vichyenaquitaine@ajpn.org)



## 1940-1945, l'Aquitaine au microscope, comme jamais

*L'ouvrage collectif dirigé par les historiens Jean-Pierre Koscielniak et Philippe Souleau, Vichy en Aquitaine, aux éditions de l'Atelier, permet de mieux comprendre toutes les facettes de cette période complexe qui n'en finit pas de révéler des aspects nouveaux, dès lors que l'on aborde l'étude et l'analyse sous l'angle du terrain. Réduire l'échelle pour approfondir et élargir les connaissances, telle est l'intention du collectif de chercheurs.*

*En décortiquant l'Aquitaine comme territoire représentatif au plan géographique, sociologique, économique et politique, Jean-Pierre Koscielniak, Philippe Souleau et les chercheurs engagés à leurs côtés dans cette aventure scientifique apportent une contribution historique inédite de premier ordre pour la compréhension en apportant des réponses qui bousculent le communément admis.*

### Une approche micro-historique

Dans sa préface, l'historien Denis Peschanski qualifie la démarche micro-historique des auteurs qui consiste à aller vers le plus petit, comme « seule échelle à laquelle les mécanismes complexes peuvent être évalués ». Et de mettre en exergue cette approche vertueuse pour aller au bout de l'investigation et des interrogations essentielles. Dans sa conclusion, Jean-Marie Guillon souligne que « cette approche remet en question bien des idées simples ».

10 ans de recherche auront été nécessaires aux 30 chercheurs pour aboutir ce travail qui s'inscrit « dans un vaste effort de compréhension d'un phénomène complexe ».

### L'Aquitaine comme un laboratoire

Trois convictions de terrain ont présidé à la construction de l'ouvrage.

- Donner une vision plus précise mais aussi plus nuancée de la réalité régionale de Vichy ; les situations locales offrent en effet l'occasion de passer au crible les différents niveaux de fonctionnement administratifs ; de même, elles permettent de mieux appréhender l'impact du régime sur la société, sur les sociétés, devrait-on dire.
- La deuxième conviction est que l'Aquitaine, mosaïque de pays marqués par des identités fortes et une tradition rurale dominante, est un extraordinaire territoire d'expérimentation du « retour à la terre » prôné par la Révolution nationale de Vichy.
- De part sa situation stratégique, l'Aquitaine se retrouve immédiatement au cœur des événements. Son ouverture sur l'Atlantique, la proximité des Pyrénées comme zone frontalière, la ligne de démarcation, enfin, qui traverse la région, lui octroient un rôle et une position essentiels (une zone permanente de guerre, une forte pression de l'occupant).

À ces égards, les conditions d'implantation du régime de Vichy en Aquitaine et les moyens de mise en œuvre de ses politiques offrent des éclairages particuliers.

Janvier 2012

## Encadrer, Enraciner, Réprimer

*Structuré en 3 parties, l'ouvrage scrute les spécificités des 5 départements aquitains dans ce qu'elles ont de notoire pour la recherche sur la Seconde Guerre mondiale, édifice toujours en construction.*

*Aperçu de quelques thèmes abordés.*

### Encadrer

Le système vichyste repose sur un encadrement décentralisé « centralisé ». Pour nous permettre de le comprendre, Philippe Souleau analyse tous les rouages de l'appareil administratif. Il détaille le rôle et les pouvoirs réaffirmés des préfets départementaux, véritables proconsuls dès 1940 et observe la mission des préfets régionaux, nouvellement créés. Ces acteurs de l'administration territoriale sont les relais du régime auprès de la population ; ils jouent un rôle prééminent dans la rupture avec le modèle républicain au profit d'un modèle autoritaire. Leurs prérogatives en matière économiques et sociales sont immenses. Ils assurent aussi une mission de contrôle de l'ordre et de la sécurité.

La première partie du livre observe également le comportement des élites, niveau essentiel de l'organisation politique et sociale de la France des années 1940. La région Aquitaine cumule les contraires et les contradictions : à la culture radicale animée par un idéal républicain bien ancré, s'opposent les courants communistes et néo-socialistes et celui, puissant, de la droite catholique, nationaliste et réactionnaire. Qu'ils soient hommes politiques, hauts fonctionnaires ou membres éminents du clergé, le rôle des notables a été fondamental pour relayer, faciliter, ralentir ou contrer les desseins du régime.

### Enraciner

L'État se pose en pédagogue exclusif. La propagande est un outil prépondérant pour instruire et rallier l'opinion à l'« union de la Nation », pour « l'adhésion à l'œuvre du Maréchal ». La presse, sous contrôle, est incontournable pour véhiculer les messages du Gouvernement. Autre pilier du pouvoir vichyste, la censure. Manipulation, orientation, désinformation, quel fut l'impact réel du système d'information propagandiste sur la population ? L'analyse des comportements, à l'échelle territoriale (Basses-Pyrénées, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne) ou dans le cadre de groupes sociaux (syndicats, folkloristes, hiérarchie catholique, protestants), dévoile au lecteur ces arcanes comme dans un roman passionnant.

### Réprimer

Les politiques répressives sont au cœur de l'histoire de Vichy. Chaque département en a subi les violences. De l'exclusion à la déportation, la répression et la persécution ont pris une ampleur considérable et un caractère protéiforme qui font de l'Aquitaine un territoire spécifique. Police, gendarmerie et milice, inféodées au pouvoir, ont mis en œuvre ces politiques de répression et d'exclusion avec une violence légitimée.

Par ailleurs, comme en témoignent les camps de Gurs, de Mérignac, de Casseneuil ou de Mauzac, ainsi que les camps de regroupement des étrangers (pas moins de huit en Dordogne), les lieux d'enfermement sont nombreux dans le Sud-Ouest. Ici plus qu'ailleurs, ces espaces incarnent les politiques ostracisantes et répressives de Vichy qui traquent les « indésirables », définis selon des préceptes raciaux, sociaux et religieux.

## Eléments biographiques

### *Directeurs de l'ouvrage, contributeurs :*

**Jean-Pierre Koscielniak**, Lot-et-garonnais, enseignant l'histoire et la géographie au Passage d'Agen, est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire de Vichy, de la Résistance et de la Libération en Lot- et-Garonne. Il a notamment dirigé les actes du colloque « Regards sur l'histoire du Lot et Garonne au xx<sup>e</sup> siècle » (Amis du vieux Nérac, 1998) et publié *Collaboration et épuration en Lot et Garonne, 1940-1945*, (éditions d'Albret, 2003), ainsi que *Vendanges de Bronze : l'enlèvement des statues en Lot-et-Garonne sous le régime de Vichy*, (éditions d'Albret, 2007).

**Philippe Souleau** est né à Langon, en Gironde. Il enseigne l'histoire et la géographie à la cité scolaire de Nérac en Lot-et-Garonne. Doctorant rattaché au centre d'histoire sociale du xx<sup>e</sup> siècle - Université de Paris I, il prépare actuellement une thèse sur Bordeaux dans les années troubles, 1938-1947, sous la direction de Denis Pechanski. Il est l'auteur de *La ligne de démarcation en Gironde : Occupation, Résistance et société*, (Fanlac, 2003). Il a également publié plusieurs articles sur le thème, en particulier *La Légion des combattants en Gironde libre, censeur de la vie locale*, (éditions Privat, 2004). Il a collaboré au *Dictionnaire historique de la Résistance*, (éditions Robert Laffont, 2006).

### *Historiens-chercheurs ayant contribué à l'ouvrage :*

**Vincent Adoumié**, docteur en histoire, professeur de chaire supérieure en classes préparatoires

**Éric Alary**, docteur en histoire, professeur de chaire supérieure en classes préparatoires

**Corinne Bonafoux**, maître de conférences en histoire contemporaine, université de Savoie

**François Boulet**, agrégé et docteur en histoire

**Jean-Paul Callède**, chargé de recherches au CNRS, GEMASS - université Paris 4 et MSHA - université Bordeaux 3

**Emilie Capdessus-Lacoste**, professeur

**Alexandre Doulut**, université Paris 7

**Sébastien Durand**, agrégé d'histoire et doctorant, université Bordeaux 3

**Christian Ernandoréna**, agrégé d'histoire

**Emmanuel Filhol**, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication, université Bordeaux 1

**Béatrice Fleury**, professeur en sciences de l'information et de la communication, université Nancy 2

**Sophie Focchanere**, agrégée d'histoire et doctorante, université Bordeaux 3

**Xabier Itçaina**, chargé de recherches au CNRS, Sciences-po Bordeaux

**Corinne Jaladieu**, docteur en histoire, professeur de chaire supérieure en classes préparatoires

**Claude Laharie**, docteur en histoire, professeur de chaire supérieure en classes préparatoires

**Christophe Lastécouères**, maître de conférences en histoire contemporaine, université de Bordeaux 3

**Jean-François Nativité**, agrégé et docteur en histoire

**Cyril Olivier**, docteur en histoire, attaché de conservation du patrimoine, Archives départementales de la Gironde

**Séverine Pacteau de Luze**, maître de conférences en histoire contemporaine, Sciences-po Bordeaux

**Jacques Puyaubert**, agrégé d'histoire, chercheur associé au CEMMC, université Bordeaux 3

**Bernard Reviriègo**, conservateur du patrimoine, Archives départementales de la Dordogne

**Pierre Robin**, professeur

**Françoise Taliano des Garets**, professeur d'histoire contemporaine, Sciences-po Bordeaux

**Jacky Tronel**, attaché de recherche, FMSH

**Patrick Veglia**, historien spécialiste de l'immigration

**Jacques Walter**, professeur en sciences de l'information et de la communication, université Paul Verlaine - Metz

## Préface par Denis Peschanski

directeur de recherche au CNRS - Centre d'histoire sociale du xx<sup>e</sup> siècle - Université Paris 1

Vous qui ouvrez ce livre, vous avez beaucoup de chance. Ce n'est pas simplement – mais ce serait déjà beaucoup – le livre de référence qu'on attendait sur « Vichy en Aquitaine », sur le poids de l'État français et ses relais, mais aussi les réussites et les échecs de sa politique d'encadrement de la société. C'est une contribution essentielle à la compréhension de tous ces mécanismes à la seule échelle où ils peuvent être évalués. On parle souvent d'histoire régionale ; il y a longtemps que l'on sait toute sa richesse, parmi les plus grands noms de l'historiographie française ayant donné ses lettres de noblesse à cette approche. On pourrait davantage parler de « micro-histoire », pour reprendre une terminologie plus récente qui a été théorisée dans les années 1980 et 1990.

### Une approche micro-historique à multiples facettes

L'origine de la micro-histoire est dans la conviction que le changement d'échelle, en allant vers le plus petit, permet de mieux appréhender un phénomène en l'analysant dans tous ses aspects, ce qu'interdit une approche plus globale. C'est comme une pelote de laine dont on déviderait tous les fils, chacun conduisant à approfondir jusqu'au bout une interrogation essentielle. Il ne s'agit donc pas d'une étude basique, événementielle, mais d'un vaste effort de compréhension d'un phénomène dans sa complexité.

Tel est le cas ici dans des études qui, de façon complémentaire comme un puzzle qui se construit, permettent de dégager trois grandes séries de pistes. La première est bien connue puisqu'il s'agit du « retour à la terre », ce thème structurant de l'idéologie du régime de Vichy, ce qu'on a appelé la « Révolution nationale ». Cela renvoie à la réalité économique d'une France recroquevillée sous férule allemande ou à l'idéologie pétainiste qui fait du paysan bien inscrit dans la tradition l'une des figures structurantes du nouveau régime.

Mais y a-t-il réussi ? Tel est le deuxième thème qui est repris dans de nombreux chapitres. Là, les auteurs se démarquent de la *vulgate*, au moins celle qui est reprise dans les ouvrages grand public qui ne tiennent pas compte des avancées de la recherche historique. Si l'image de Pétain est longtemps restée très positive dans l'opinion, les tentatives d'encadrement, la propagande officielle, la politique gouvernementale ont été rapidement et largement rejetées. Ces études locales confirment que l'expression rebattue des « Quarante millions de pétainistes » relève du mythe.

Le troisième thème récurrent dans cet ouvrage est la répression. On ne mesure pas toujours combien elle fut présente dans la France de Vichy et sous les formes les plus diverses : les camps, les prisons, les mesures de contrôle social et économique, les rafles et les déportations, ou encore la police, mais aussi la gendarmerie, la justice et la Milice, tout converge pour illustrer l'obsession de l'ordre en régime autoritaire et les implications du choix de la collaboration. Là encore, l'Aquitaine est un terrain privilégié d'analyse car la région est traversée par la ligne de démarcation et permet, d'une part, une vision comparative sur la situation en zone non occupée et en zone occupée, d'autre part, une polarisation sur la ligne elle-même et ce qu'elle implique dans la vie quotidienne des exclus et des persécutés, ces « forces de l'anti-France » suivant la formule utilisée par Pétain dès l'été 1940.

### De la France de Vichy à la France sous Vichy

Qu'il s'agisse de l'étude de la France d'en bas, de l'importance donnée à l'opinion ou de l'étude des comportements, la série d'études qui nous est proposée s'inscrit dans une école historique française très riche. Dans la lignée de l'historien américain Robert O. Paxton, elle a approfondi les ressorts de l'État français. Mais, plus que lui car tel n'était pas son objet, elle a déplacé la focale : à côté de la France de Vichy qui concerne l'appareil d'État, les choix politiques et stratégiques, la Révolution nationale, elle a regardé la France

sous Vichy analysant la dialectique entre la société et l'État, le degré d'emprise du second et la capacité de réaction et de construction autonome de la première. Il était essentiel de comprendre ce qui se passait à la base, dans les profondeurs du pays. Cela impliquait aussi des approches régionalisées dont les contributions ici présentées montrent la richesse d'enseignements, bien au-delà de l'Aquitaine.

Après les études pionnières de Pierre Laborie, il fallait aussi, dans le même esprit, essayer d'appréhender l'état de l'opinion. Difficile *a priori* de s'imaginer pouvoir repérer les mouvements de l'opinion dans un régime autoritaire et, pour partie, occupé. Les instruments de mesure existent cependant. La première leçon est générale : il est essentiel de faire le départ sous l'action et l'opinion. Constatant, à la Libération, que la société française était très rapidement contre l'occupation, contre la collaboration, pour la défaite de l'Allemagne et la victoire de l'Angleterre, certains ont glissé de l'opinion à l'action : les Français se retrouvaient tous résistants. C'est la légende rose. À l'inverse, et telle fut la dominante à partir des années 1970, constatant que l'action résistante était le fait d'une minorité qui, bien que croissant au cours des années, restait comme telle, d'autres ont glissé de l'action à l'opinion : les Français se retrouvaient tous ou presque « collabos ». C'est la légende noire. Il était donc essentiel, avant de voir comment les deux se combinaient, séparer le registre de l'action de celui de l'opinion au risque, sinon, du contresens général. La deuxième leçon tient dans l'analyse précise de l'opinion dont on retrouve les constantes et les rythmes ici : la dévotion constante envers la personne du Maréchal, mais le rejet du gouvernement de Vichy et même, très rapidement, de la Révolution nationale, la prise de distance avec le régime étant clair dès 1941 ; le rejet de la collaboration et l'anglophilie ; la grande émotion suscitée par le récit et le spectacle des rafles et des déportations de Juifs à l'été 1942.

## De la diversité des comportements

On permet également de mieux comprendre non plus seulement l'opinion, mais les comportements des Français durant les années noires. On peut ainsi clairement identifier les collaborationnistes, partisans convaincus du modèle nazi et les collaborateurs qui raisonnent d'État à État. À l'opposé se trouvent les résistants, auteurs d'actes subversifs visant à empêcher la réalisation des objectifs de l'occupant. Cela est plus compliqué pour l'entre-deux. Les études ici présentées me confirment dans l'idée qu'il faut, au cœur de la société française, repérer deux autres ensembles de comportements : ceux qui relèvent de l'accommodation au sens strict du terme, à savoir l'inscription de son attitude dans l'adaptation à l'Occupation, et ceux qui relèvent de la résilience, terme que j'emprunte à la psychologie qui elle-même l'empruntait à la science des matériaux, pour définir toutes les formes de rejet, de refus, de *dissensus* qui ne sont pas pour autant actes résistants. Là encore, l'approche régionale permet d'entrer dans la finesse de l'analyse.

De fait, plus on s'approche du terrain, plus on prend ses distances avec les analyses sommaires de la société. Il est rare cependant de disposer d'un panel aussi large d'études sur une même région qui autorise, à la fin de l'ouvrage, de disposer d'une vision à la fois globale et détaillée. Les maîtres d'œuvre de l'ouvrage et les différents contributeurs doivent en être félicités.

## Conclusion par Jean-Marie Guillon

professeur d'histoire contemporaine, Université de Provence (Aix-Marseille I),  
directeur de l'UMR Telemme.

### De la nécessité d'approches régionales sur « la » France sous l'Occupant et sous Vichy

Il n'est pas simple de clore un dossier aussi foisonnant, tant les points de vue qu'il propose sont variés et divers. Avoir pu rassembler cet ensemble d'analyses témoigne pour le moins de la vitalité des recherches régionales sur la France des « années noires ». Cet ouvrage s'inscrit en fait dans une tradition. Cette régionalisation des travaux est une des caractéristiques de l'historiographie française sur cette période, ce qui la distingue nettement en histoire de la France contemporaine, car ni pour la III<sup>e</sup> République, ni pour les Républiques suivantes, il n'en va ainsi. En outre, cette production régionale joue un rôle non mineur dans la compréhension globale du moment et c'est aussi un de ses traits distinctifs. Elle remet en question bien des idées simples que les approches essentiellement par le haut tendent à faire prévaloir pour rendre compte d'un laps de temps relativement court, mais que l'accélération des événements et leur rôle fondateur rendent particulièrement complexe.

Le dynamisme de cette historiographie régionale s'explique sans doute par les curiosités, les interrogations, les soupçons, l'engouement suscités par la période, autrement dit la volonté de savoir et de comprendre comment l'Occupation, Vichy, la collaboration, la Résistance se sont traduits localement, et quels ont été les drames subis ou les combats vécus. Mais elle s'explique aussi par la nature même de l'histoire de ces années-là. La France jacobine, centralisée, s'est fracturée sous l'effet de l'exode, de la défaite, du partage du territoire en zones aux statuts divers, rendant l'autonomie des autorités, et donc la souveraineté du pouvoir, plus ou moins limitée. La France n'a plus de centre. La capitale ne domine plus le pays et Vichy ne l'a pas remplacée. Le local, le régional, les périphéries prennent une place inédite dans l'histoire de la Nation, dont la recentralisation – sa réunification en fait – ne pourra se reconstituer qu'après la Libération. D'emblée, le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, créé au début des années cinquante et animé par un provincial, Henri Michel, a bien compris que l'on ne pouvait s'en tenir à une vision « centrale » des événements. Une partie de son activité a donc reposé d'emblée sur un réseau de correspondants départementaux étoffé, dont, par la suite, l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS), créé en 1980, a hérité<sup>1</sup>. Il est bon que cette « tradition » d'études locales soit entretenue dans le même esprit, en refusant l'enfermement localiste, en se confrontant aux problématiques générales et en cherchant à les enrichir.

Il ne faut pas sous-estimer les difficultés de ce type d'histoire, souvent considérée, parmi les contemporanéistes français, avec condescendance (en feignant d'oublier ce que l'historiographie française doit aux monographies locales). Cette histoire proche du terrain comporte d'évidents enjeux de mémoire, enjeux politiques et sociaux, qui font des années 40 sur le plan local tout autant la matrice civique de notre temps que sur le plan national. Mais la difficulté est d'autant plus grande que la proximité rend généralement délicate l'analyse critique. Le Tarnais Charles d'Aragon, dans les souvenirs pleins de finesse et de distance critique qu'il a publiés<sup>2</sup>, en a fait la remarque, suggérant même – et non sans raisons – que l'histoire locale pour cette période est plus difficile à établir que l'histoire qui se situe à des altitudes plus élevées. Le cas du Sud-Ouest est là pour le montrer, surtout lorsque, comme à Bordeaux et dans sa région, les conflits mémoriels sont, depuis la Libération, d'une acuité intense. Ce passé reste l'objet de passions, qui se sont même ravivées avec les « retours de mémoire » des années quatre-vingt. Le procès Papon est là pour l'illustrer. On le voit ici à travers les interrogations

<sup>1</sup> Voir les actes à paraître du récent colloque de Lyon, « Faire l'Histoire de la Résistance » (mars 2008), organisé par Laurent Douzou (IEP de Lyon) et la Fondation de la Résistance.

<sup>2</sup> Charles d'Aragon, *La Résistance sans héroïsme*, Paris, Le Seuil, 1977 (rééd. par Guillaume Piketty, Genève, éditions du Tricornet, 2001).



suscitées par l'intervention d'Henri Amouroux – historien ? témoin ? ou un peu plus ? –, en même temps qu'est posée la question du statut de l'historien et de ses relations avec la Justice. Objet de références régulières dans le débat public et dans les médias, l'histoire de la période est dominée par des représentations qui la rendent largement « imaginée », ce qui ne facilite pas la tâche des historiens. Il leur faut aller au-delà d'idées d'autant mieux reçues qu'elles rejoignent aujourd'hui le « politiquement correct ». Il leur faut s'en dégager alors qu'ils en sont eux-mêmes imprégnés. Tous n'y arrivent pas et la production historique régionale ne manque pas d'ouvrages qui relèvent de l'histoire-mémoire ou de l'histoire-récit, refermée sur elle-même, parsemée d'erreurs de perspective, en tout cas insuffisamment irriguée par une connaissance élémentaire de la bibliographie de référence.

Ce n'est évidemment pas le cas ici où, finalement, les divers textes ne cessent de s'interroger sur les liens entre le régime et les Français, les modalités que prend Vichy en Aquitaine, le poids d'une conjoncture qui contraint à l'improvisation et suscite les désillusions, et surtout le terreau, idéologique et social, d'où ce régime et la Révolution nationale surgissent. Ce qui fait la richesse de ces travaux, c'est à la fois les confirmations qu'ils apportent sur l'évolution globale des positions et la mise en évidence des particularités du contexte régional. Celles-ci ressortent des analyses qui portent sur l'incidence de la frontière, la présence des réfugiés espagnols qui gonflent les effectifs des GTE, la coupure créée par la ligne de démarcation (même si l'on peut regretter que l'économie de l'ouvrage ne prenne pas mieux en compte les processus différenciés en œuvre de part et d'autre) et les effets qu'elle induit, en particulier dans la chasse aux Juifs, les cultures ou sous-cultures spécifiques. Le Pays-Basque offre un cadre d'analyse passionnant, puisque les répercussions de la guerre civile espagnole et diverses « traditions » (la contrebande<sup>3</sup>, les liens entre religion et culture identitaire) troublent les sympathies que, « naturellement », le conservatisme local peut nourrir vis-à-vis de Vichy (et vont renforcer l'ancrage de la Résistance). Les « cas » Bonnet et Marquet sont révélateurs du rôle que joue un certain type de notables républicains, plutôt « néos » (radicaux ou socialistes), dans l'installation du régime de Vichy. Mais le ralliement de Marquet au RNP – donc au collaborationnisme – est propre à la zone occupée. Réaction antidémocratique et imprégnation fasciste peuvent ici se conjuguer avec un certain « modernisme », économique, administratif, et éventuellement culturel, qui conduit à réévaluer la responsabilité de tout un pan de la haute fonction publique dans l'accommodement dont font preuve les élites technocratiques à l'égard de « l'ordre nouveau ». Dans l'autre zone, la Légion française des combattants est au cœur de la vie politique au moins jusqu'en 1942. Elle est la force qui secoue les pouvoirs locaux et qui suscite engouements momentanés et rejets multiples<sup>4</sup>. C'est autour d'elle que les clivages entre partisans et opposants du régime, sur lesquels se grefferont souvent ceux de la Résistance et des « collaborateurs », s'organisent. Elle est partout l'instrument de la revanche politique, notamment dans la Gironde « libre » où l'on trouve le cas le plus élaboré de « dictature » légionnaire, puisque elle peut s'y exercer sans contrepoids. À maints égards, les cadres locaux se sont avérés plus radicaux que le « centre », notamment là où les tensions politiques antérieures ont été, par le biais du communisme rural ici (Lot-et-Garonne), de l'anticléricalisme militant là, particulièrement vives. La volonté de revanche sociale est caractéristique du Vichy des premiers temps. Le nouveau régime permet à toute une partie des élites traditionnelles, marquée par l'Action française, qui parfois boudaient ou méprisaient la vie politique avant-guerre, de reprendre la place qu'elles considèrent comme naturelle. La sociologie des dirigeants légionnaires, puis miliciens (voir le Lot-et-Garonne), est significative de ces milieux, de propriétaires terriens, d'exploitants agricoles, de professions libérales – médecins et avocats – et de militaires, qui sont les piliers ordinaires du traditionalisme. Mais, plus ou moins rapide selon les lieux et les milieux, l'échec de Vichy est patent. Après le grand trouble de l'été 1940 (moment de désarroi par suite de la défaite et de l'exode, d'illusion sur l'issue du conflit, de soulagement pour ceux qui ne sont pas occupés), s'amorce dès l'automne un lent délitement des soutiens dont bénéficient Vichy et le Maréchal. Le refus quasi unanime de la collaboration et de Laval qui lui est associé est immédiat. Soutenue par la surprise puis la satisfaction de voir l'Angleterre ne pas plier, puis l'URSS et les États-Unis

<sup>3</sup> Voir sur ce point le beau travail de Gisèle Lougarot, *Dans l'ombre des passeurs*, photographies de Bob Edme, Bayonne, Elkar, 2004.

<sup>4</sup> Voir le numéro spécial des Annales du Midi n° 245, janvier-mars 2004, « Voyage dans la France de Vichy : la Légion Française des combattants ».

entrer en guerre, la prise de distance s'affirme au moment où la Révolution nationale, jusque-là effective révolution « d'en haut », commence, avec Darlan, à entrer dans les faits « en bas », dans une version étatique et dirigiste inquiétante, sur un fond de répression et d'exclusion dont plusieurs textes montrent l'étendue. L'orientation prise secoue les cercles qui se disputent le pouvoir (ainsi entre l'administration préfectorale et les services de propagande ou la Légion) et conduit à l'opposition les patriotes et certains républicains qui avaient cru au double-jeu. Si, dans l'opinion, le repli sur un quotidien qui requiert des trésors d'énergie et la peur dominant, si le Maréchal – encore perçu comme protecteur par rapport aux occupants et à son entourage jugé dangereux – reste populaire, l'adhésion au régime s'affaiblit, l'inertie prévaut, des oppositions diverses se cristallisent au point qu'en 1942, lorsque Laval revient au pouvoir, c'est même toute une partie du pétainisme qui s'émeut. Il est évident pour tous que ce retour scelle la mort de la Révolution nationale, d'autant que Laval essaie, le plus souvent en vain, de s'appuyer sur l'aile « républicaine » ralliée au régime. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre, la réaction de certains dignitaires catholiques devant les rafles de Juifs étrangers de l'été. Cependant, l'Église soutient encore l'ordre établi et la belle figure de l'abbé Bordes reste marginale (mais c'est l'engagement et, souvent, le sacrifice de ces marginaux – plus le souci partagé dans la Résistance de l'union nationale – qui permettront à l'Église de n'être guère remise en question à la Libération). En 1942, même si la personne du Maréchal reste relativement épargnée, les espoirs se reportent ailleurs, sur les Américains en particulier. Entre 1943 et l'été 1944, le régime est perçu, non sans raison, pour ce qu'il est, l'appendice d'un occupant désormais maître de l'ensemble du pays. L'opinion, harassée, anxieuse, sautant de peur en peur et de désillusions en désillusions, vit, pour une large part dans l'attente du débarquement libérateur, passe brutalement d'une apparente apathie à l'exaltation, redoute les combats alors que la guerre à laquelle elle espérait échapper s'étend avec les bombardements, les évacuations forcées, les multiples contraintes imposées, les actions de représailles. Une sorte de contre-État clandestin, plus ou moins solide selon les régions et les services, se constitue, y compris au sein de l'administration. L'entrisme syndical des socialistes du Lot-et-Garonne (mais il peut être communiste ailleurs) en fournit un exemple parmi d'autres. Prudence, paralysie, freinage, noyautage font que le régime ne peut plus vraiment compter sur ceux qui sont censés le servir. C'est la raison pour laquelle les expressions souvent utilisées pour cette fin de règne d'« État milicien » ou d'« État policier » me paraissent inadéquates. État policier ? Sans doute en 1941 quand la gamme répressive franco-française prend toute son ampleur, mais plus par la suite, même si, en certains lieux (Bordeaux avec Poinot), des éléments de la police contribuent à faire régner la terreur aux côtés des occupants. Vichy ne peut même plus compter sur des forces aussi traditionnellement obéissantes que la gendarmerie. Voilà pourquoi les occupants acceptent finalement d'armer une partie de la Milice – leur presque unique alliée dans la lutte contre le maquis – et imposent Darnand au Maintien de l'ordre. S'agit-il pour autant d'un État milicien ? Il faudrait pour cela que la Milice ait la capacité de contrôler l'appareil d'État, or, comme le prouve le cas du Lot-et-Garonne (mais c'est partout pareil), sa faiblesse est notable. L'effondrement ultime de Vichy, sans aucune résistance, dans l'été 1944, est l'illustration de la totale perte de substance d'un pouvoir depuis longtemps disqualifié, y compris là où il avait pu susciter quelques espoirs, comme dans une partie de la paysannerie (voir les Landes). Voilà, me semble-t-il, quelques unes des remarques que l'on peut faire à partir de ces analyses qui démontrent, s'il en était besoin, que cette histoire régionale est nécessaire à la connaissance de la France de Vichy, mais plus encore à la compréhension de la France sous Vichy.